



**ENERGIE DU MALI - SA**

Registre de Commerce : Ma Bko 2008 B 5376  
Capital de 32 000 000 000 francs CFA



**DET-PROJET D'INTERCONNEXION ELECTRIQUE EN 225 KV GUINEE-MALI  
UNITE DE GESTION DU PROJET-ML**

---

Bamako, le

**Pays de l'emprunteur** : Mali

**Nom du projet** : Projet d'interconnexion électrique en 225 kV Guinée-Mali

**Référence de l'Accord de prêt** : 2016066/PR PL 2016 20 00

**Maître d'ouvrage délégué** : Société Energie du Mali SA (EDM-SA)

**AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

La République du Mali a obtenu un prêt de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour le financement partiel du Projet d'interconnexion électrique en 225 kV Guinée-Mali (partie malienne), et se propose d'utiliser les fonds de ce crédit pour régler des fournitures, travaux et services devant être acquis dans le cadre du Projet.

Le Projet est conjointement financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement, l'Union européenne (UE) et le Gouvernement de la République du Mali.

Le Projet s'articule autour des composantes suivantes :

**Composante 1 : Etudes**

Cette composante porte sur les études techniques, économiques, et d'impact environnemental et social.

Aucun marché n'est à passer dans cette composante.

**Composante 2 : Travaux**

Les travaux concernent la conception, la fourniture, le montage et la mise en service des installations de la ligne 225 kV entre le poste de Sanankoroba et la frontière guinéo-malienne. Aucun marché n'est à passer dans cette composante.

**Composante 3 : Contrôle et surveillance des travaux**

Cette composante est relative au recrutement d'un cabinet pour le contrôle et la supervision des travaux. Les prestations de contrôle et supervision des travaux comprennent :

- i) le suivi technique de l'exécution des travaux;
- ii) la vérification des notes de calcul et les plans de génie civil des travaux et équipements;

- iii) les réceptions en usine et sur site des équipements, la validation des essais pour les mises en service et les réceptions provisoires des travaux ;
- iv) le contrôle de la qualité des travaux et des quantités mises en œuvre conformément au Cahier de Prescriptions Techniques Particulières.

Aucun marché n'est à passer dans cette composante.

#### **Composante 4** : Mesures environnementales et sociales

Cette composante prend en compte les mesures de sensibilisation et d'atténuation des impacts environnementaux à mettre en œuvre dans le cadre des travaux. Elle concerne également le suivi et la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales, le renforcement des capacités des différents acteurs, la surveillance et le suivi environnemental.

Aussi, des mesures d'accompagnement sont prévues dans cette composante :

Il s'agit notamment :

- i) du recrutement d'entreprise par appel d'offres national pour la construction d'infrastructures socio-économiques pour faciliter la relocalisation des Personnes Affectées par le Projet (PAPs) : 06 puits traditionnels, 11 maisons d'habitation, 08 barrages en matériaux précaires ou définitifs, une (01) clôture et des latrines avec douche ou puits perdus ;
- ii) de la sélection d'Organisme Non Gouvernemental (ONG) par appel d'offres national pour le reboisement de compensation des arbres détruits au cours des travaux ;
- iii) du recrutement de consultant pour la sensibilisation et à la prévention des IST/SIDA et des risques sécuritaires ;

#### **Composante 5** : Coordination et gestion du Projet

Il est prévu un renforcement de capacités à travers des formations. Il s'agit notamment des formations sur le SCADA et la télécommunication, l'ingénierie lignes HT et postes HT/MT et l'exploitation et la maintenance lignes HT et postes HT/MT. Ses formations se feront par le recrutement de bureaux spécialisés sur la base d'une liste restreinte.

Le renforcement des capacités des membres de l'UGP se fera à la carte.

#### **Composante 6** : Audit technique et financier du projet

Les prestations consisteront à réaliser une (01) mission d'audit par un consultant indépendant sur le plan technique et financier, notamment la vérification des procédures de passation et de gestion des marchés, l'exécution des travaux conformément aux normes préétablies par le cahier des prescriptions techniques, les décomptes et les pièces comptables. L'audit portera également sur les prestations de la mission de contrôle et surveillance des travaux. D'une durée de trente (30) jours, elle devra se faire entre les réceptions provisoire et définitive des travaux.

Les marchés financés dans le cadre de cette composante sont essentiellement des contrats de services.

La période prévisionnelle de mise en œuvre du Projet s'étendra de juin 2019 à juin 2024. La durée prévisionnelle des travaux est de dix-huit (18) mois. Le délai d'exécution des services de consultant pour la supervision et le contrôle des travaux est de quarante-huit (48) mois susceptible d'être prorogé.

Tous les marchés de travaux, de services et de fournitures financés par le Projet seront passés conformément aux procédures spécifiées dans les *Directives pour la Passation des marchés de biens, travaux et services (autres que les services consultants) financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque ouest africaine de développement*, édition de mars 2013 ou aux procédures nationales de l'emprunteur, conformément aux dispositions de l'Accord de prêt. Tous les fournisseurs / entrepreneurs répondant aux critères de provenance définis dans les directives sont admis à soumissionner. Les consultants seront choisis conformément aux *Directives pour la Passation des marchés de consultant financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque ouest africaine de développement*, édition de mars 2013.

Les avis spécifiques relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la BOAD seront publiés, dès leur communication, sur le site web de la Banque ([www.boad.org](http://www.boad.org)), dans DGMARKET et dans un quotidien national de large diffusion du pays de l'emprunteur.

Les premiers avis spécifiques de marché seront probablement publiés en mai 2023

Les soumissionnaires potentiels, satisfaisant aux critères de provenance et ayant besoin de renseignements complémentaires devront envoyer leur requête à l'adresse ci-dessous :

Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet : Alhousseyni ALIOU  
Cellulaire : +223 76 45 01 85/95 11 90 11  
Courriel (e-mail) : [amaigaliou@yahoo.fr](mailto:amaigaliou@yahoo.fr)